Dans cette intervention, publié initialement par le site A l'encontre, Emre Öngün analyse l'accélération autoritaire qui a suivi le coup d'Etat manqué de juillet 2016. Donnant à voir les transformations de l'AKP depuis son accession au pouvoir, ainsi que les violences à la fois étatiques et extra-étatiques qui se sont multipliées ces derniers mois contre toute forme d'opposition (et notamment contre le peuple kurde), il revient sur l'hypothèse d'une fascisation du régime.

Ce texte a été prononcé à l'Autre Davos, tenu à Zurich, le 14 janvier 2017, organisé par le BFS/MPS.

Quelques chiffres pour commencer. Depuis la tentative du coup d'Etat, le 15 juillet 2016, il y a eu 450 000 chômeurs supplémentaires ; 144 journalistes ont été arrêtés, 2500 journalistes ont perdu leur emploi ; 11 députés et 74 maires de communes incarcérés (les députés étant tous membres du HDP – Parti démocratique des peuples – et la majorité des maires des Kurdes), 87 000 personnes ont été renvoyées de la fonction publique,parmi eux un nombre significatif de syndicalistes et d'opposants de gauche ainsi que des universitaires qui avaient signé une pétition pour la paix. Il faut ajouter à cela 35 000 fonctionnaires suspendus. 177 publications (journaux, sites internet, radios, télévisions) ont été fermées.

Les chiffres qui précèdent font non seulement partie d'un projet répressif, mais c'est également un plan d'austérité à grande échelle: 87 000 fonctionnaires en moins en six mois. En raison de la crise économique que traverse la Turquie, notamment la perte de valeur de la livre turque, le salaire minimum a en réalité diminué en valeur de 90 dollars. Aujourd'hui, au cours actuel, le salaire minimum en Turquie est de 342 euros. On comprend donc ce que représente une perte de 90 dollars en six mois. Ces données proviennent de sources officielles : soit la Banque mondiale, soit des institutions turques. Il faudrait ajouter à ces données d'autres non officielles ou produites notamment par des organisations de défense des droits humains portant sur les exactions du régime turc, les destructions et mises en état de siège de villes kurdes ainsi que le nombre de civils morts lors de cette répression ainsi que les cas de tortures.

Deux éléments d'histoire importants

Il ne faut pas voir cette situation comme un tournant, opéré au lendemain de l'échec du coup d'Etat du 15 juillet. Ce que je décris là n'est que l'accélération de dynamiques qui existaient déjà. Une dynamique qui s'était déjà accélérée suite aux élections de juin 2015. Pourtant, lors de l'arrivée au pouvoir de l'AKP (Parti de la justice et du développement), en 2002, le parti avait été perçu de manière superficielle, certes comme une formation conservatrice, mais pouvant être vectrice de démocratie. Que c'est-il passé ? Comment comprendre cette fuite en avant? Il convient, avant tout, de se départir de deux approches. La première consiste à dire que l'AKP a toujours été comme cela, mais que ce projet était dissimulé et que ce n'est que maintenant qu'ils montrent leur vrai visage. La seconde étant que c'est l'arrivée au pouvoir elle-même qui les a corrompus et donc qu'ils seraient prêts à tout pour conserver le pouvoir. Il s'agit d'analyses superficielles.

Il importe plutôt de revenir en arrière, de prendre en compte deux éléments contextuels importants. Le premier: la structuration de la République turque depuis sa fondation. Il

s'agit d'un Etat construit sur le suprématiste nationaliste turc ainsi que sur une identité sunnite. Et cela indépendamment de l'habillage «laïc» ou «universaliste» de cet Etat.

Je ne parle pas de la période Erdogan, mais bien de la fondation de la République. Cela s'est traduit par le fait que la République turque est une république coloniale envers le Kurdistan et le peuple kurde et héritière d'une politique de nettoyage ethnique. Tout d'abord en raison du génocide des Arméniens [acmé :avril 1915-octobre 1916], qui est une question cruciale : la négation par le gouvernement turc de ce génocide est d'une actualité brûlante. Cela fait exactement dix ans que le journaliste de gauche Hrant Dink a été assassiné par un jeune fasciste turc. En pleine actualité, hier [13 janvier 2017] le député arménien du HDP, Garo Paylan, a été interrompu et interdit de séance pendant trois jours parce qu'il a mentionné le génocide [voir son discours ici]. La République turque est aussi fondée sur un autre nettoyage ethnique, que je ne développerai pas ici, soit «l'échange de populations» avec la Grèce[1].

Le deuxième élément à prendre en compte est le fait que la Turquie est un pays de la périphérie capitaliste, et cela même après l'accumulation de richesses de ces quinze dernières années. Ajoutons à cela un élément plus récent, l'AKP ne peut être compris que comme l'instrument de construction d'une hégémonie néolibérale en Turquie.

Pour saisir cette dimension de l'AKP, il est essentiel de comprendre les rapports internes entre les différents secteurs capitalistes en Turquie. L'AKP au pouvoir n'est pas uniforme. Il est vrai que lorsque l'AKP accède au pouvoir, en 2002, s'ouvre une première phase que l'on peut qualifier de «libérale» (dans tous les sens du terme), j'y reviendrai. La politique menée par l'AKP à ce moment n'est pas celle d'aujourd'hui. Cela s'explique en grande partie par les rapports entre classes et au sein des capitalistes, tout comme en relation avec les structures institutionnelles de la Turquie. Quels sont ces secteurs capitalistes turcs? Pour y répondre, je vais m'appuyer notamment sur les travaux de militants turcs, entre autres l'économiste Ismet Akça. Il y a, tout d'abord, un secteur du grand capital lié au capitalisme financier mondialisé. Ensuite, un secteur constitué des petites et moyennes entreprises, un secteur ayant des besoins importants en main-d'œuvre. La répression des travailleurs est donc essentielle à ce secteur pour sa conservation. Issu de ce deuxième secteur, sur des bases de PME, un secteur lié à l'islam politique.

De l'AKP d'hier à celui d'aujourd'hui

Dans ce cadre, on peut identifier trois phases du gouvernement AKP. Au cours de la première, de 2002 à 2007-2008, l'AKP parvient à asseoir une hégémonie fragile, mais large, à l'échelle du pays. Concrètement, par rapport à ces secteurs capitalistes, qu'est-ce que cela signifie? L'AKP parvient à construire une coalition large entre tous ces secteurs capitalistes: du grand capital lié au capitalisme financier mondialisé aux patrons de PME.

Comment y parvient-il? En jouant sur deux tableaux: tout d'abord en poursuivant les politiques exigées par le FMI. L'AKP s'est montré un très bon élève du FMI dès son accession au pouvoir: privatisations, facilitations pour les flux de capitaux. Ensuite, en poursuivant la péjoration des conditions et des droits des travailleurs. Cela permet de réaliser deux éléments: obtenir l'appui du grand capital financier grâce aux politiques structurelles et la privatisation des grandes entreprises se fait au bénéfice de ce dernier; en même temps, puisque le «coût du travail» diminue, l'acceptation des politiques du FMI est supportable pour les PME. De plus, certaines petites privatisations favorisent ce secteur.

Cette phase est en quelque sorte la lune de miel de l'AKP. Il peut se permettre aussi, avec confiance, d'entamer des réformes libérales sur le plan politique, notamment en direction des minorités, qu'elles soient religieuses ou nationales, en particulier vis-à-vis des Kurdes.

Cette politique a fait dire récemment à un journaliste que l'AKP serait aujourd'hui pour ainsi dire illégale si elle menait campagne avec les mêmes slogans qu'à cette époque. L'AKP d'hier serait attaqué par l'AKP d'aujourd'hui. A ce moment, l'AKP a bon espoir de gagner dans des secteurs kurdes et de devenir complètement hégémonique.

Toutefois plusieurs éléments vont mettre un terme à cette phase libérale. Le plus important est la crise mondiale de 2007-2008. Elle a des conséquences majeures en Turquie. Ce n'est pas un hasard si avant 2015 le seul moment où l'AKP a enregistré un recul, c'est en 2009 lors d'élections locales. En 2008, l'économie fondée sur des exportations ne peut plus fonctionner. Elle fait éclater également la coalition des différents secteurs capitalistes que j'ai décrite. L'AKP ne peut plus gagner sur les deux tableaux.

Il fait donc le choix de soutenir le secteur capitaliste qui lui est le plus organiquement lié, un secteur issu des PME lié à l'islam politique dont certains se sont, dans l'intervalle, enrichis. Entre 2008 et 2011, il y a eu une guerre frontale entre secteurs capitalistes. A ce moment l'AKP n'hésite pas à attaquer certains acteurs économiques majeurs, notamment par le biais de l'instrumentalisation de redressement fiscaux dont le but est de les sanctionner.

En 2010, l'AKP assoit son hégémonie grâce au passage d'une nouvelle Constitution, laquelle a été, malheureusement, perçue par certains secteurs de la gauche radicale comme une avancée démocratique. Cette prétendue avancée, mise en avant par l'AKP, était plutôt une domestication de l'armée. Il s'agit plus d'un pouvoir «civil» accru arraché à l'armée que d'une démocratisation [rappelons que l'armée turque a orchestré plusieurs coups d'Etat]. A partir de cette période, l'économie turque se réoriente. Le développement se fonde particulièrement sur le BTP (Bâtiment et travaux publics) ainsi que les transformations urbaines. A cela s'ajoute une réorientation économique géographique en direction du Moyen-Orient, région vers laquelle les exportations augmentent fortement.

A partir de 2011, se manifeste donc la consolidation d'une hégémonie néolibérale sunnite conservatrice. Il n'est plus question d'une hégémonie libérale large, qui joue sur tous les tableaux. L'AKP se replie sur des «fondamentaux»: soit une base plus restreinte. Cette démarche est d'autant plus puissante qu'elle a pour ressort les structures constitutives de l'Etat turc. Tout en ayant un nouvel habillage néo-ottoman, en mettant en avant de manière plus accentuée des motifs religieux, l'AKP s'appuie sur l'héritage colonial turc (par rapport à la question kurde) ainsi que sur une forte confessionnalisation de la vie sociale et politique.

Voici donc les trois phases que l'on peut dégager.

Le tournant de 2013

Par rapport à cette dernière, il y a une crise en 2013 lors de la mobilisation de Gezi. Cette mobilisation éclate autour d'un projet urbain, sur un parc. C'est tout sauf un hasard. C'est aussi dans ce contexte politique qu'il faut resituer la question kurde. La phase libérale, économique et politique de l'AKP, y compris en direction des Kurdes, était couplée par une

«voracité» politique. L'échec économique a été doublé d'un échec politique, l'appétit de l'AKP n'a pas été satisfait en ce qui concerne le Kurdistan.

Concrètement, l'AKP n'a pas réussi à gagner lors des élections locales dans les bastions du mouvement kurde, notamment à Diyarbakr. L'AKP avait prétention de gagner les mairies, etc. Il a échoué. L'ensemble de ces facteurs, depuis 2011, a œuvré à un retournement, à une réactivation des caractéristiques structurelles de l'Etat turc. A tel point qu'un processus de paix engagé avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) a été abandonné en 2015 du jour au lendemain par le régime, alors qu'il était dans sa phase finale.

Entre 2013 et 2015, il y a une fenêtre, ce que l'on pourrait qualifier de moment démocratique. Elle est ouverte par le mouvement de Gezi. Ce moment a mis en crise et précipité le projet de l'AKP. L'AKP étant engagé dans la formation d'un bloc historique, national-confessionnel, pour se maintenir. Ce bloc est fondé sur le confessionnalisme: les Turcs sunnites, face aux autres, face aux autres composantes de la société. C'est là le projet actuel de l'AKP. Un projet qui est aussi au service du néolibéralisme. Gezi a porté un coup inattendu à ce projet. Qu'est-ce qu'a été ce mouvement, avec toutes ses contradictions, ses limites? Avant tout un mouvement de masse démocratique porté par la jeunesse des grandes villes. Il a mis en crise le projet de l'AKP. Pour la résoudre, la direction de l'AKP, Erdogan, a estimé que la meilleure réponse était l'attaque. Il y a une résolution brutale de cette crise, notamment sur le terrain politique. Cela n'a pas été le cas immédiatement, même s'il y a eu des morts lors du mouvement de Gezi, mais cela a surtout pris forme à partir des élections de 2015. Les élections de juin 2015 ont représenté le sommet du mouvement démocratique, mais aussi sa fin. Aux élections de juin 2015, le HDP (Parti démocratique des peuples) obtient 13% aux législatives. C'est un score inespéré, historique. L'AKP n'obtient pas la majorité au parlement [il y a un seuil de 10% pour accéder au Parlement, mesure introduite naguère par le pouvoir militaire pour assurer la stabilité politique].

Qu'est-ce que le HDP? Il s'agit du mouvement de libération kurde, politiquement. Il constitue la composante essentielle de l'HDP avec des secteurs de la gauche radicale, des secteurs démocratiques ainsi que des secteurs kurdes conservateurs, mais soucieux du respect de leur condition de Kurde. Cela a réintroduit la question kurde, qui est essentielle. La volonté du mouvement civil et politique kurde en visant à construire le HDP consiste à se doter d'une politique à l'échelle de la Turquie pour obtenir l'égalité politique pour les Kurdes, mais aussi pour œuvrer à la démocratisation de l'ensemble du pays. Cela a répondu aux aspirations qui s'étaient manifestées lors du mouvement de Gezi. Il n'y a certes pas une relation mécanique entre ces deux moments, mais le score du HDP, son saut au-delà de sa base kurde, reflète l'esprit du mouvement démocratique porté lors du mouvement de Gezi.

A cela s'ajoute un dernier élément de crise pour le gouvernement de l'AKP, que je ne développerai pas, la constitution du Rojava au-delà de la frontière sud de la Turquie.

La guerre intérieure et la guerre extérieure

La réponse du régime a été la guerre. Guerre en Turquie, et guerre à l'étranger : en Syrie. Dans le cas de la Syrie, une illustration forte résume l'approche d'Erdogan lorsque ce dernier a déclaré : *«nous ne laisserons jamais se constituer une entité kurde à notre frontière sud, quel qu'en soit le prix »*. C'est une déclaration à prendre au sérieux.

Cette politique de guerre à l'étranger a été couplée à une politique de guerre à l'intérieur. Celle-ci est composée de deux volets : une terreur d'Etat et une terreur pour l'Etat. Deux choses différentes. Comment s'est manifestée cette terreur d'Etat ? Par la mise en état de siège du Kurdistan accompagnée de destructions matérielles et humaines immenses. Certains quartiers de veilles et des localités importantes du Kurdistan ont été détruits. La terreur pour l'Etat consiste à laisser des groupes pro-Daech [le dit Etat islamique] agir, attaquer l'opposition comme le HDP. Cela s'est traduit par l'attentat de Suruç, une localité à la frontière turco-syrienne, qui a fait 33 victimes [le 22 juillet 2015] parmi des jeunes camarades qui s'apprêtaient à se rendre à Kobané [ville dans le nord de la Syrie considérée comme détruite lors de sa libération en fin janvier 2015], pour aider à la reconstruction. L'attentat n'a pas été revendiqué, ce qui a permis à l'Etat turc de sauver la face. Puis, en octobre 2015, s'est produit l'attentat d'Ankara lors d'un grand meeting de l'ensemble des secteurs oppositionnels à Erdogan dans le contexte des élections à venir en novembre. Plus d'une centaine de camarades ont été tués par des attentats suicides. L'Etat a à nouveau laissé faire.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que c'est «l'arme ultime» : il y a la terreur par l'Etat, la répression de l'Etat et il y a la violence de bandes irrégulières qui agressent les opposants et les Kurdes par des vagues de pogromes, comme c'est arrivé en septembre contre des civils kurdes. Ce type «d'arme ultime»: des groupes pro-Daech qui terrorisent l'opposition.

C'est dans ce contexte d'ensemble que s'est produite la tentative de coup d'Etat de juillet 2016. C'est la raison pour laquelle j'affirme que ce qui se passe suite à cette tentative de coup est une forte accélération et non un changement de cap.

Aujourd'hui il y a en Turquie un long naufrage du pays. Le régime turc sidère la société par sa violence et par la violence qu'il a laissé faire. En même temps, ses bases sont faibles: l'économie turque, des secteurs entiers, la livre kurde, l'Etat s'effondrent. 85'000 fonctionnaires en moins en six mois. N'en déplaise aux théoriciens néolibéraux et à leurs politiciens, ces fonctionnaires faisaient quelque chose. Ils ne sont plus là. Nous sommes face à un projet de reformatage de la société sur une base confessionnelle, articulé au néolibéralisme.

Pour terminer, je dirai que dans ce contexte il ne faut pas négliger l'hypothèse d'une fascisation du régime. La mutation d'un parti au pouvoir est possible. Autrement dit, la transformation d'un parti alors même qu'il exerce le pouvoir. L'AKP n'est pas fascisant lorsqu'il arrive au pouvoir, mais sa mutation actuelle va dans cette direction.

Un élément en ce sens: au-delà des discours, ce que l'on observe c'est le fait que des irréguliers, des bandes, liées au régime – mais qui ne sont pas à proprement parler intégrées à l'Etat – assassinent impunément des opposants et des personnes issues des minorités, notamment les Kurdes. La fuite en avant actuelle ne permet pas un retour en arrière. Je n'aime pas employer le terme de fascisme, la gauche turc l'a peut-être utilisé avec légèreté auparavant. Mais l'hypothèse d'une fascisation est à prendre en compte. L'importance de la lutte pour la paix et la démocratie réside dans le fait que ces deux obectifs-revendications contiennent des éléments de mise en crise de ce régime confessionnel-néolibéral. Ces luttes portent en elles une potentialité de classe.

Enfin, ce qui a permis l'AKP d'avancer son projet, sont les divisions au sein des travailleurs, pas seulement sur une question «nationale» (kurde), mais aussi entre catégories de travailleurs: précaires, un peu moins précaires et super précaires pour le dire comme cela (ce qui correspond plus aux catégories qui existent réellement en Turquie). Le recul des

mobilisations des travailleurs a permis le projet de l'AKP. Il faut cependant voir les mobilisations passées et celles qui sont en germe comme éléments de la crise du régime de l'AKP. On en parle peu, mais actuellement des usines du secteur de la métallurgie se mettent en grève. Les mobilisations contre les projets de transformations urbaines sont aussi un facteur central, car ces projets sont au cœur du capitalisme turc.

Pour conclure: luttes démocratiques anti-coloniales pour les Kurdes, luttes ouvrières et luttes «écologiques-urbaines» pour employer un terme générique sont les trois éléments stratégiques d'opposition au cours confessionnel porté par l'AKP.

Solidarité avec les militant·e·s réprimés par le régime d'Erdogan

Nos camarades Emre Tansu Keten (à gauche) et Uraz Aydin (à droite avec le drapeau du syndicat de gauche de l'enseignement Egitim-Sen) ont été exclus de l'Université de Marmara (à Istanbul), avec de nombreux autres, suite au dernier décret-loi. Uraz Aydin est intervenu lors de l'Autre Davos de janvier 2016. Divers articles d'Uraz ont été publiés sur le site *A l'Encontre*. Ils ont permis à nos lectrices et lecteurs de saisir la situation en Turquie et les traits du régime d'Erdogan.

Ces deux camarades nous ont fait parvenir le message suivant :

> *«Nous ne renonçons ni au combat pour la paix, ni à celui pour la liberté.*
>
> *Nous n'avons jamais été des simples «employés» pour qui l'université est simplement une source de revenu. Nous continuerons à produire et saurons faire parvenir sans aucun doute notre production à bon port.*
>
> *L'important est de renverser l'évolution en cours. »*

Et de conclure leur message : *« Si vous souhaitez savoir comment soutenir les universitaires purgés par le gouvernement turc, vous pouvez manifester votre solidarité financière envers le syndicat des travailleurs et travailleuses de l'éducation et des sciences en versant votre contribution à leur fonds de solidarité ».*

Voici les coordonnées bancaires :

ING Bank
Avenue Marnix 24,1000 Bruxelles, Belgique
IBAN: BE05 3101 0061 7075
SWIFT/BIC: BBRUBEBB
Communication: «UAA Egitim Sen»

références

références

Au lendemain de la défaite de l’Empire ottoman (consacrée par l’armistice de Moudros), les Alliés occupent des parties de l’Anatolie et de la Thrace, ainsi que Constantinople. Le traité de Sèvres (signé en août 1920) consacre la désintégration de l’Empire ottoman et de la Turquie. Mustafa Kemal, officier réputé, s’élève contre la réduction du sol national à une partie du plateau anatolien. Les Grecs ayant envahi l’Asie mineure en 1920, Mustafa Kemal mènent une guerre contre ces derniers et leurs alliés anglais: guerre de libération de 1920 à 1922. Les victoires kémalistes remportées sur les troupes grecques rendent caduc le traité de Sèvres. Le traité de ⇧1 Lausanne (signé le 24 juillet 1923) est négocié entre la Turquie kémaliste, d’un côté, et les gouvernements de France, du Royaume-Uni, du Royaume de Grèce et de ceux de Roumanie, de Serbie, de Croatie et de Slovénie. Parmi les décisions prises un échange contraint de populations doit être mis en place, entre autres entre la Grèce et la Turquie: 1,6 million de Grecs «contre» 385’000 «musulmans» de Grèce. «L’échange» se fit sous la menace; et les morts se comptent par dizaines de milliers lors du «transfert» des Grecs de Turquie. L’autonomie du Kurdistan, envisagée lors du traité de Sèvres, passe à la trappe. (Rédaction *A l’Encontre*)